

# **Sommet Afrique - France - Sommet de Bamako pour le partenariat, la paix et l'émergence**

## **Déclaration finale** (Bamako, 14 janvier 2017)

Le Sommet de Bamako pour le partenariat, la paix et l'émergence s'est tenu les 13 et 14 janvier 2017. Les travaux de ce Sommet, co-présidés par leurs Excellences MM. Ibrahim Boubacar Keïta et François Hollande, présidents respectivement de la République du Mali et de la République française, ont porté sur les enjeux de la paix et la sécurité, de l'économie et du développement, ainsi que les réponses à y apporter.

Les États africains et la France ont participé à ce Sommet ainsi que les représentants des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de la CEDEAO, de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation internationale de la Francophonie.

### **I. Défis et menaces pour la paix**

a) Désireux de consolider la paix et la sécurité en Afrique, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé d'unir davantage leurs efforts pour lutter contre le terrorisme et les trafics illicites. Ils ont dressé un bilan positif des actions opérationnelles conduites par les États africains et les organisations régionales du continent dans la lutte contre le terrorisme, notamment au Sahel, en Afrique du Nord, dans la Corne de l'Afrique et dans la région du Bassin du lac Tchad ainsi que dans la région des Grands lacs. L'appui de la France aux opérations en Afrique, depuis le Sommet de l'Élysée de 2013, a été mis en relief et salué. Les chefs d'État et de gouvernement ont également salué les progrès réalisés dans la consolidation de l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), notamment la montée en puissance de la Force africaine en attente (FAA) et la décision de création d'une base logistique continentale (BLC) en appui aux forces africaines.

b) À cet égard, les chefs d'État et de gouvernement ont salué l'action des États du Bassin du Lac Tchad, notamment l'opérationnalisation de la Force multinationale mixte, couplée à une meilleure coordination et mutualisation des moyens sur le terrain, ce qui a considérablement réduit la capacité de nuisance du groupe terroriste Boko Haram. Ils ont souligné qu'en dépit de son affaiblissement considérable, Boko Haram reste dangereux et continue de représenter un grave défi pour les États concernés.

c) Les chefs d'État et de gouvernement se sont félicités de la mobilisation des États de l'Afrique centrale, avec la tenue à Yaoundé, le 16 février 2016, du Sommet extraordinaire du Conseil de paix et de sécurité (COPAX) en appui aux États de la ligne de front. Ils ont appelé à

une plus grande solidarité dans la mise en oeuvre des mesures et décisions prises à l'issue de ce Sommet, particulièrement en ce qui concerne l'organisation d'un sommet conjoint CEEAC/CEDEAO sur la lutte contre le terrorisme.

Conformément au Programme de développement durable des Nations unies, les chefs d'État et de gouvernement ont affirmé la nécessité d'intensifier les efforts pour prévenir et combattre les phénomènes de radicalisation violente pouvant conduire au terrorisme, en traitant les causes profondes. Ils se sont engagés à renforcer l'appui apporté à l'échelle locale, nationale et internationale aux systèmes d'éducation et aux mesures visant à répondre aux défis que représente la jeunesse en termes de formation, d'emploi et d'inclusion sociale.

Les chefs d'État et de gouvernement ont souligné les enjeux de la coopération policière, judiciaire et de la surveillance des frontières dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Ils ont appelé à une action collective accrue contre les réseaux de trafiquants, notamment de traite des êtres humains, de trafics de migrants et de trafic de drogue afin d'assécher la source de financement du terrorisme que représentent ces trafics. Dans ce domaine, l'appui de la France à la sécurisation des frontières et à la lutte contre le trafic de drogue, annoncé en 2013, a pris des formes variées, allant jusqu'au Partenariat élargi de Barkhane avec les États du Sahel.

Les chefs d'État se sont félicités de la création par l'Union africaine d'un fonds de lutte contre le terrorisme. Ils ont pris note de la demande faite à la communauté internationale, aux Nations unies en particulier, de participer à son financement, et à la France, membre permanent du conseil de sécurité, de soutenir cette démarche.

Les chefs d'État et de gouvernement ont salué le rôle de l'UE, notamment grâce au Fonds fiduciaire créé à l'occasion du Sommet de La Valette. Tout en se félicitant du lancement d'Afripol, ils ont rappelé l'appui apporté par Interpol et l'Union européenne au développement des coopérations régionales en matière policière, notamment en ce qui concerne la formation, l'échange d'informations policières et la conduite des enquêtes. Ils ont appelé à un soutien accru des initiatives régionales en matière de coopération transfrontalière en vue de la sécurisation des frontières. Les chefs d'État et de gouvernement ont rappelé la nécessité de renforcer l'échange d'informations en matière de sécurité à l'échelle africaine à travers Afripol et de mettre cette structure en réseau avec les services de renseignement nationaux.

Les chefs d'État et de gouvernement sont convenus de mettre en place des moyens adéquats et d'accroître leur coopération en matière de lutte contre la cybercriminalité et plus généralement, pour renforcer la cybersécurité. Ils ont mis en place un partenariat africain pour la sécurité numérique, qui constituera un cadre d'échange d'expertise, de développement des compétences et des ressources au service d'une mutation technologique sécurisée du continent africain à laquelle serait associé le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme.

Les chefs d'État et de gouvernement ont salué les résultats du Sommet de l'Union africaine sur la sécurité maritime et le développement en Afrique tenu à Lomé (10-15 octobre 2016) et l'adoption de la Charte de Lomé sur la sûreté et la sécurité maritime et le développement. La France s'est aussi engagée, dès 2013, dans la mise en oeuvre de la déclaration du Sommet de Yaoundé du 25 juin 2013, notamment lors de sa présidence du Groupe des amis du Golfe de

Guinée, et elle a soutenu le Centre interrégional de coordination de Yaoundé (CIC), et les formations délivrées à l'Institut de sécurité maritime interrégional d'Abidjan (ISMI). Les chefs d'État et de gouvernement ont encouragé les partenaires au développement ainsi que le secteur privé à appuyer le développement de ces structures. Ils se sont également félicités de la complémentarité entre le processus de Yaoundé et le Sommet de Lomé du 15 octobre 2016, qui a abouti à l'adoption de la Charte de Lomé sur la sûreté et la sécurité maritime et le développement. Les partenaires se sont engagés à poursuivre leurs efforts et à améliorer la coopération régionale et internationale pour assurer la sécurité du domaine maritime africain. Ils se sont félicités des succès enregistrés dans la Corne de l'Afrique et l'océan Indien grâce aux efforts conjugués des États du Golfe d'Aden et de l'océan Indien, de la communauté internationale et notamment de l'opération européenne Atalante, mais ils restent préoccupés par la recrudescence des actes de piraterie maritime dans le Golfe de Guinée. La France continuera d'appuyer les efforts de coordination internationale et de formation en matière de lutte contre la piraterie notamment dans le Golfe de Guinée, dans la Corne de l'Afrique et dans l'océan Indien, notamment avec l'opération de l'Union européenne EU NAVFOR Atalante, à laquelle a participé la France et l'opérationnalisation d'un centre régional de fusion de l'information maritime (CRFIM) ainsi que d'un centre régional de coordination opérationnelle (CRCO).

Les chefs d'État et de gouvernement ont rappelé le caractère central de la formation des soldats africains pour les besoins de la sécurité nationale et des opérations de maintien de la paix. Dans ce domaine, l'engagement de la France en 2013 de former 20.000 soldats africains par an a été atteint et, depuis 2015, dépassé. La France poursuivra cet engagement à l'avenir. Au Sahel, la France reste pleinement engagée dans la lutte contre les activités terroristes aux côtés de ses partenaires, en particulier dans le cadre de l'opération Barkhane et de l'appui apporté aux forces nationales. Réitérant les engagements pris lors du Sommet de l'Élysée de décembre 2013, la France développera son offre de formations spécialisées au profit des pays africains, telle que la formation des officiers et des forces spéciales, ainsi que les formations en cybersécurité, en traitement de l'image, en déminage et en contre-terrorisme. Elle attachera une attention particulière au renforcement des capacités africaines de maintien de la paix dans l'esprit de la conférence ministérielle de Paris d'octobre 2016 sur le maintien de la paix en environnement francophone. Les chefs d'État et de gouvernement ont souligné l'importance des processus de réforme des secteurs de sécurité dans les situations de conflit et après un conflit, comme facteurs de prévention de la résurgence des crises.

Les chefs d'État et de gouvernement ont appelé à promouvoir la participation des principaux pays contributeurs de contingents à tous les processus de décision liés aux opérations de maintien de la paix des Nations unies. Ils ont appelé au renforcement de la coopération et à l'élaboration de projets conjoints dans le domaine de la formation au maintien de la paix entre les Centres d'excellence en Afrique et en France, et à une participation active à la prochaine réunion annuelle de l'Association internationale des centres de formation au maintien de la paix qui sera organisée en Égypte en septembre 2017 par le Centre régional du Caire pour la formation à la résolution des conflits et au maintien de la paix en Afrique.

Les chefs d'État et de gouvernement s'engagent à prévoir la coordination de l'action du Conseil entre la France et les pays africains afin d'assurer sa crédibilité et le traitement équilibré de toutes les questions à l'ordre du jour, notamment celles qui concernent l'Afrique.

Les chefs d'État et de gouvernement, face au péril que constituent la radicalisation et

l'extrémisme violent pour la sécurité et la stabilité, appellent à une plus grande coopération régionale et internationale dans la lutte contre ces phénomènes. Ils ont pris note, avec satisfaction, des efforts déployés par l'Algérie en faveur du renforcement de la lutte régionale et internationale contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Ils ont souligné l'importance des travaux sur les politiques de déradicalisation des réseaux sociaux et d'internet ainsi que sur la démocratie et l'État de droit dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Ils ont pris note avec intérêt de la décision de l'Algérie d'organiser durant le printemps 2017 une nouvelle conférence internationale consacrée au rôle déterminant de la réconciliation nationale dans ce domaine. Ils ont également noté avec intérêt les expériences menées, notamment par Djibouti, sous la forme de centres d'excellence contre l'extrémisme violent.

10. Les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé la nécessité de renforcer les capacités des échelons régionaux en matière de paix et de sécurité, en soutenant leurs capacités d'intervention immédiate. Ils sont convenus de renforcer les capacités des outils de prévention des conflits et d'alerte précoce, à l'échelle régionale et continentale. Dans ce domaine, ils ont lancé un appel aux acteurs concernés par les questions de paix et de sécurité pour qu'ils s'approprient les recommandations issues des trois premières éditions du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique et participeront activement à la prochaine édition en novembre 2017. Ils ont souligné la priorité à donner au développement des opérations conjointes aux frontières menées notamment dans le cadre du G5 Sahel, du processus de Nouakchott et de la force multinationale mixte (FMM) de lutte contre Boko Haram ainsi que du processus de Djibouti. Ils ont accueilli avec satisfaction l'adhésion d'un plus grand nombre de pays aux processus de renforcement de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée dans toute l'Afrique, et en particulier dans la région du Sahel. Ils se sont également félicités des efforts déployés à cet égard dans d'autres enceintes multilatérales telles que le CEN-SAD (Sahel-Sahara). La France poursuivra son soutien à l'opérationnalisation de la Force africaine en attente. Elle soutiendra la mise en oeuvre d'un plan d'action stratégique de coopération et de formation en matière de lutte contre le terrorisme au bénéfice des pays de la région.

11. a) Notant avec satisfaction les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, les chefs d'État et de gouvernement ont appelé à la restauration et au rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national, conformément aux dispositions de l'Accord. Ils ont condamné le terrorisme sous toutes ses formes et exprimé leur solidarité au Mali face à la recrudescence des attaques terroristes qui ont visé les forces de défense et de sécurité du Mali, les forces des Nations unies, la Force française Barkhane et les populations civiles. Cette situation constitue une menace pour l'ensemble de la sous-région.

b) Les chefs d'État et de gouvernement ont salué les actions des forces maliennes, françaises et de la MINUSMA dans le Nord du Mali qui ont permis de réduire la capacité des groupes armés terroristes à mener des actions d'envergure dans cette région. Ils ont constaté que ceux-ci se replient de plus en plus vers le centre et le sud du pays d'où ils mènent des attaques sur des cibles dans des zones frontalières des pays voisins. Soucieux d'éviter une généralisation du phénomène de radicalisation et du terrorisme dans la région sahélienne, les chefs d'État et de gouvernement appellent à un renforcement du Partenariat militaire et de coopération transfrontalière (PMCT) entre les pays membres du G5 Sahel auquel la France apporte son soutien.

12. Les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé leur soutien à l'accord politique libyen signé à Skhirat le 17 décembre 2015 en le considérant comme la réponse à la crise libyenne. Ils ont rappelé que l'Union africaine et la France ont joué un rôle éminent dans sa conclusion. Ils ont salué les efforts consentis par le Conseil présidentiel dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine et demandé à la communauté internationale de lui apporter son assistance. Ils ont appelé toutes les parties libyennes à contribuer activement à la mise en oeuvre de cet accord.

13. Les chefs d'État et de gouvernement ont salué la contribution décisive de l'Union européenne à la paix et à la sécurité sur le continent africain. Ils ont accueilli positivement le lancement en 2014 de la mission exécutive EUFOR RCA, suivie d'une mission de formation EUTM qui a atteint sa pleine capacité opérationnelle avec l'appui de la France, ainsi que le troisième mandat d'EUTM Mali en 2016, ouvrant la voie à une régionalisation de son action, en lien avec les missions civiles EUCAP Sahel Mali et EUCAP Sahel Niger. Ils ont encouragé l'Union européenne à achever au plus vite son travail visant à compléter ses activités de formation et de conseil des forces africaines par un financement significatif des équipements non-létaux des forces africaines formées, comme convenu lors du Sommet UE-Afrique du 3 avril 2014.

14. Afin de doter les opérations africaines de soutien à la paix de sources de financement pérennes et prévisibles, les chefs d'État et de gouvernement ont salué la décision de l'Union africaine de trouver un mécanisme de financement durable permettant d'abonder le Fonds pour la paix. Ils ont également salué la contribution de l'Union européenne au financement de ces opérations et rappelé la nécessité de diversifier l'appui international. Ils ont appelé au renforcement de la coopération entre les Nations unies et l'Union africaine en vue de bâtir un partenariat plus cohérent et efficace dans le cadre du Chapitre VIII de la Charte des Nations unies et de l'article 17 du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Ils se sont félicités de l'adoption par le conseil de sécurité de l'ONU, le 18 novembre 2016, de la résolution 2320 (2016) par laquelle le Conseil exprime sa détermination à resserrer les relations entre l'ONU et l'UA dans le domaine du maintien de la paix et ils ont insisté sur la nécessité de rendre «plus prévisible, durable et souple» le financement des opérations de soutien à la paix dirigées par l'UA.

15. Les chefs d'État et de gouvernement ont rappelé la nécessité d'une réforme des Nations unies, notamment de son conseil de sécurité, par un élargissement de sa composition dans les deux catégories de membres, avec une présence accrue de l'Afrique y compris parmi les membres permanents, afin de le rendre plus représentatif du monde contemporain. À cet égard, les États africains ont rappelé leur position commune reflétée par le consensus d'Ezulwini. Les États africains ont souligné le rôle primordial de l'Architecture africaine de paix et sécurité dans la prévention, la gestion, et le règlement des conflits et appelé à des appuis pour sa montée en puissance sur la base des contributions évaluées.

16. Les chefs d'État et de gouvernement ont noté avec satisfaction l'adhésion des États africains et des organisations régionales en faveur de la paix, de la stabilité, de la démocratie, de la consolidation de l'état de droit et des droits de l'Homme. Ils ont notamment salué la contribution de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à la prévention et à la gestion des crises et des conflits, à l'accompagnement des processus de transition et de consolidation de la paix, et à la prévention de la radicalisation violente.

17. Les chefs d'État et de gouvernement ont souligné l'importance de la démocratie, et des droits de l'homme dans la prévention et la gestion des conflits et la recherche de la paix et de la sécurité. Ces objectifs appellent à une réponse publique globale afin d'agir sur l'ensemble des facteurs de conflit en liant les enjeux de sécurité, de gouvernance et de développement conformément au programme «Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030» et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. À cet égard, une importance particulière doit être accordée aux problématiques de gouvernance, d'administration du territoire, notamment des zones périphériques et/ou frontalières, ainsi qu'à la fourniture de services sociaux.

18. Les chefs d'État et de gouvernement ont pris note du compte-rendu de la présidente de la CEDEAO sur la situation consécutive à l'élection présidentielle en Gambie. Ils ont salué les efforts de médiation entrepris par l'organisation. Ils ont appelé à ce que la constitution et la volonté du peuple gambien soient respectées et à ce transfert pacifique du pouvoir conduisant à la prise de fonction du président élu Adama Barrow s'engage immédiatement.

## II. Économie et Développement : l'émergence, pour une croissance inclusive et créatrice d'emplois

19. Les chefs d'État et de gouvernement ont salué les perspectives positives de croissance économique du continent africain sur le long terme tout en tenant compte des difficultés transitoires que rencontrent certains États, notamment du fait de la baisse des revenus liés aux matières premières. Ils se sont accordés sur l'objectif de favoriser l'émergence du continent africain et d'agir en faveur d'une croissance solidaire. Ils sont convenus d'inscrire leur action dans le cadre du Programme international de développement durable - le programme d'Action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, les objectifs de développement durable des Nations unies, l'Accord de Paris sur le changement climatique, et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ils ont rappelé les engagements pris à l'occasion du XVI<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie tenu sur le thème «Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone» et reflétés dans la Déclaration d'Antananarivo. En matière d'aide publique au développement, ils se sont réjouis de la mise en oeuvre en cours de l'engagement français portant sur 20 milliards d'euros d'ici 2018, et de la volonté ferme de le réaliser. En matière de financement des économies, les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu l'importance d'une concertation sur le thème de la soutenabilité, condition d'un développement pérenne du continent. Ils saluent les échanges initiés pour la définition de principes de financement soutenable, applicables à tous.

20. Les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à soutenir la mise en oeuvre complète de l'Agenda 2063, en particulier de son premier plan décennal de mise en oeuvre (2014-2023) et notamment de ses 12 programmes phares.

21. a) Ils ont appelé au renouvellement d'un partenariat ambitieux, modernisé et mutuellement bénéfique entre l'Union européenne, l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique pour continuer à promouvoir des valeurs partagées, relever les défis du développement durable tout en démultipliant les échanges commerciaux et en faisant face, de manière solidaire, aux défis communs (post-Cotonou).

b) Ils ont appelé à poursuivre et à approfondir le dialogue sur la question de la migration à travers une concertation régulière fondée sur les principes de solidarité, de partenariat et de responsabilité commune et partagée, conformément à la Déclaration politique et au Plan d'action conjoint du Sommet de La Valette de novembre 2015. Reconnaisant également le plan d'action de Ouagadougou contre la traite des êtres humains et la Déclaration de Charm el-Cheikh adoptée lors de la seconde réunion ministérielle de l'initiative de l'Union africaine pour la Corne de l'Afrique sur la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants, ils ont réitéré la nécessité d'une approche globale prenant en compte tous les aspects de la migration, notamment la gestion efficace et ambitieuse des causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés, l'approfondissement de la coopération en matière de migration légale et de mobilité, le renforcement de la protection des migrants (y compris des migrants économiques) et des demandeurs d'asile, la lutte contre la migration irrégulière et les réseaux d'exploitation et de trafic des migrants et la coopération en matière de retour, de réadmission et de réintégration. Ils se sont en outre engagés à renforcer leur appui multidimensionnel aux pays qui font face à l'afflux de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de personnes rentrant dans le pays.

22. Désireux d'oeuvrer en faveur du développement humain, de l'autonomisation et de l'intégration des jeunes Africaines et Africains sur le marché du travail, les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé le caractère prioritaire de l'éducation et de la formation professionnelle. Ils ont salué l'initiative dénommée Partenariat pour le développement des compétences en sciences appliquées, ingénierie et technologies (PASET), lancée en 2013 pour renforcer les capacités scientifiques et technologiques nécessaires au développement socioéconomique de l'Afrique. Ils sont convenus de renforcer le pilotage des systèmes éducatifs africains par la qualité, en mettant notamment en place des politiques de formation et d'évaluation performantes. Ils ont pris bonne note de la contribution de l'OIF dans ce domaine. Ils ont affirmé leur volonté de promouvoir une formation professionnelle d'excellence. La France soutiendra, à cet effet, la mise en place du label RH Excellence Afrique et d'un réseau de centres d'excellence de formation aux métiers de l'énergie. La formation professionnelle en milieu rural et la place des femmes feront l'objet d'une attention particulière. Les chefs d'État et de gouvernement ont lancé un appel aux partenaires internationaux afin qu'ils accroissent leur soutien aux secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle en Afrique et ils ont demandé que les contenus modernes, accessibles et professionnalisant soient adaptés aux besoins des marchés de l'emploi. Ils ont appelé au renforcement de la coopération et de l'intégration régionales afin d'atteindre les objectifs de développement et des bénéfices communs grâce à des mesures gagnant-gagnant, qui ne présentent pas d'inconvénient et qui favorisent les principes du droit international.

23. Les chefs d'État et de gouvernement, conscients du fait que la faible représentation des femmes dans les structures de prise de décisions sociales, économiques et politiques et la féminisation de la pauvreté ont un impact négatif sur la capacité des femmes à participer pleinement aux économies de leurs pays, se sont engagés à investir dans l'autonomisation économique des femmes en vue d'assurer l'égalité des sexes, l'éradication de la pauvreté et une croissance économique solidaire. Reconnaisant la contribution particulière du secteur de la santé à la création d'emplois, à la croissance économique et à la réalisation d'un développement durable et profitant à tous, ils se sont accordés sur la nécessité d'investir dans la santé, secteur économique rentable et en forte croissance, facteur de stabilité et vecteur d'emplois, d'oeuvrer au renforcement des systèmes de santé et de la sécurité sanitaire internationale, sous l'égide de l'OMS, et d'agir pour mettre en oeuvre les recommandations du rapport de la Commission de haut niveau du SGNU sur l'emploi dans le secteur de la santé et

la croissance économique (ComHEEG). Ils ont aussi souligné les dangers graves, notamment pour la santé de leurs peuples, que représentent les trafics croissants de faux médicaments développés par la criminalité transnationale organisée en Afrique. Les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à lutter contre ce fléau y compris par le biais d'une stratégie globale et cohérente. Dans cet esprit, les chefs d'État et de gouvernement se sont également engagés à oeuvrer de concert pour prévenir, traiter et limiter les maladies non-transmissibles comme le cancer, le diabète, les maladies cardio-vasculaires qui émergent comme un problème de santé publique majeur en Afrique et dans le monde entier.

22. Conscients du fardeau que continuent de représenter le VIH, la tuberculose, le paludisme et les maladies tropicales négligées, ils ont réaffirmé leur engagement à lutter contre ces pandémies pour permettre l'accès de tous à des services de prévention et à des soins de qualité, notamment grâce à un meilleur accès aux financements internationaux disponibles, en mettant l'accent sur la nécessité d'un appui et d'une assistance technique renforcés.

23. Les chefs d'État et de gouvernement ont insisté sur l'importance des mobilités, du tourisme, du partage d'expertise et de la circulation des compétences, afin de favoriser le dynamisme économique et l'innovation, mais aussi de répondre aux besoins des individus. Suite au Sommet de l'Élysée de 2013, des initiatives ont été prises en France pour faciliter la mobilité des entrepreneurs, des étudiants et des personnes contribuant de manière notable aux relations bilatérales, notamment en matière économique, touristique et culturelle, par un accueil de meilleure qualité et par la délivrance de visas de circulation de plus longue durée et à plusieurs entrées. Les participants se sont engagés à favoriser la mobilité des étudiants et des entrepreneurs, notamment des jeunes.

24. Les chefs d'État et de gouvernement ont également souligné l'importance de l'innovation et de la numérisation pour favoriser la diversification des économies. Ils soutiendront, à cet effet, des politiques incitatives visant à faciliter l'innovation, notamment des programmes d'incubation et d'accélération de la création de start-ups et de clusters, ainsi qu'un accès aux financements et au capital investissement. Ils tâcheront de renforcer les liens entre les secteurs privé et public afin d'accélérer la transition numérique des économies, y compris par le transfert de technologies.

25. Les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé leur engagement de faciliter l'autonomisation des jeunes par une formation scolaire, professionnelle et entrepreneuriale afin de créer une nouvelle génération de citoyens utiles pour l'Afrique et le monde. À cet égard, ils ont souligné la nécessité pour l'Afrique et la France de coopérer à la mise en oeuvre de la feuille de route élaborée par l'Union africaine pour bénéficier du dividende démographique.

26. Les chefs d'État et de gouvernement ont souligné l'importance croissante qu'accordent leurs pays à l'économie bleue considérée par l'Agenda 2063 de l'Union africaine comme l'avenir de l'Afrique et que la stratégie maritime intégrée (SMUA) pour l'horizon 2050 qualifie de «nouvelle frontière de la renaissance africaine». Ils ont appelé à une coopération accrue à ce secteur plein d'opportunités d'insertion des jeunes et des femmes dans le système productif, qui constitue un moteur potentiel pour une croissance économique solidaire et soucieuse de l'environnement.



27. Les chefs d'État et de gouvernement ont noté que la dépendance de la plupart des économies africaines à l'égard du secteur primaire et de l'exportation de matières premières les rendait vulnérables aux chocs externes. Ils ont donc souligné la nécessité de promouvoir une croissance solidaire permettant l'industrialisation, la création de valeur, le développement de contenus locaux et la diversification des économies africaines de manière à créer des industries et des emplois réels.

28. Les chefs d'État et de gouvernement se sont félicités des avancées de la Fondation Africa-France qu'ils avaient créée à l'occasion du Sommet de l'Élysée, et lui demandent de suivre, pour ce qui lui revient, et en étroite relation avec les organisations panafricaines et régionales, les recommandations du Sommet de Bamako.

29. Pour accroître la visibilité des flux de ressources pour le développement entre la France et l'Afrique et pour apporter un soutien à des relations commerciales et d'investissement qui tiennent suffisamment compte des priorités des pays africains en matière de développement, les chefs d'État et de gouvernement ont souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes de suivi afin de surveiller la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre des décisions des Sommets Afrique-France.

30. a) Compte tenu de l'importance de l'autosuffisance en produits agricoles et en marchandises, ainsi que des effets du changement climatique sur les récoltes, les chefs d'État et de gouvernement sont convenus de travailler ensemble en réalisant des transferts de technologies pour améliorer les récoltes et ajouter de la valeur aux produits frais, ainsi qu'améliorer les systèmes de stockage, de transport et de distribution.

b) Le secteur de l'agriculture constitue une priorité pour l'Afrique, non seulement du fait de son importance pour la sécurité alimentaire du continent mais aussi plus largement pour son développement économique et social. Dans ce cadre, l'initiative AAA (Adaptation de l'Agriculture africaine) vise une transition vers une agriculture résiliente aux changements climatiques.

31. Les investissements en Afrique étant indispensables à l'émergence du continent, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé d'accroître leurs efforts pour permettre l'accès au financement des entreprises désireuses d'investir en Afrique. Ils ont salué et reconnu les efforts faits dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires et exhorté à davantage de réformes dans le domaine. Convaincus du rôle moteur que joue le secteur privé dans la croissance économique, ils ont souligné l'utilité des partenariats public-privé pour faciliter le financement des projets africains. Dans l'esprit du Sommet de Londres contre la corruption et de la résolution A/55/188 des Nations unies sur l'action préventive et la lutte contre la corruption et le transfert de fonds d'origine illicite et la restitution desdits fonds aux pays d'origine, les chefs d'État et de gouvernement s'engagent à lutter contre le transfert illicite de fonds provenant de l'Afrique qui empêche son développement et à veiller au rapatriement de ces fonds.

32. Les chefs d'État et de gouvernement se sont félicités de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris et ils ont salué la réussite de la COP22 tenue au Maroc qui a mis l'Afrique au coeur de son programme d'action, à la faveur de l'adoption de la Proclamation de Marrakech pour l'action en faveur de notre climat et le développement durable et de la tenue du 1er Sommet

africain de l'Action pour une co-émergence continentale. Ils ont réaffirmé le rôle crucial des énergies renouvelables pour accélérer le développement du continent et se sont félicités de la mise en oeuvre de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables. La France poursuit la mise en oeuvre accélérée de son engagement dans le cadre de cette initiative, qui s'élèvera à 3 milliards d'euros sur la période 2016-2020, et sa mobilisation des autres soutiens à l'initiative afin d'accélérer la mobilisation de 10 milliards d'euros et la réalisation de 10 GW avant 2020. Les chefs d'État et de gouvernement ont accueilli favorablement les progrès réalisés pour atteindre l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars de financements publics et privés pour le climat d'ici 2020. Ils ont souligné l'importance d'un rééquilibrage entre les financements alloués aux actions d'atténuation et ceux pour les actions d'adaptation, en particulier pour les pays africains. Ils ont appelé à l'évaluation commune périodique et à haut niveau de la mise en oeuvre des engagements financiers et de leur utilisation par les pays africains.

33. Les chefs d'État et de gouvernement ont souligné la nécessité de prendre en compte la responsabilité sociale et environnementale dans l'aide au développement. Cette démarche contribue, en effet, à renforcer l'impact de l'aide sur l'emploi, l'environnement, les conditions de travail et le progrès social et donc à favoriser une croissance durable et solidaire.

34. Les chefs d'État et de gouvernement ont également salué la tenue à Paris, du 7 au 9 décembre 2016, du Sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert, et ils ont souligné l'importance d'une présence accrue des pays africains dans ce partenariat. Ils ont souligné leur attachement à une action publique plus transparente et plus collaborative, dans laquelle les citoyens ont la volonté et les moyens de s'engager, grâce notamment au numérique et aux nouvelles technologies. Ils ont également appelé à la diffusion des principes de gouvernement ouvert dans les principales initiatives multilatérales, telles que les objectifs de développement durable et les programmes internationaux de lutte contre la corruption.

35. Reconnaissant le caractère stratégique des filières culturelles et créatives pour le développement, les chefs d'État et de gouvernement appellent à la mise en place de cadres réglementaires et de structures adaptées à une gestion efficace des droits d'auteur en Afrique pour permettre une juste rémunération des artistes du continent et le financement de la création à travers un soutien aux jeunes artistes.

36. Les chefs d'État et de gouvernement se sont félicités des conclusions de la rencontre des premières dames d'Afrique sur les aspects positifs de nos cultures et traditions qui militent en faveur de la promotion de la santé sexuelle des adolescents et ils ont pris l'engagement d'oeuvrer à la mise en oeuvre desdites conclusions.

37. Enfin, les chefs d'État et de gouvernement ont salué la tenue, en marge de leurs travaux, du forum genre et développement, du forum des jeunes, ainsi que du forum économique, et ils ont pris bonne note des recommandations issues de ces forums./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)